



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

17 JUL. 2024

**Arrêté préfectoral complémentaire du
modifiant les valeurs maximales de prélèvements d'eau
et abrogeant les prescriptions techniques à respecter en période de sécheresse
par la société VERALLIA FRANCE SAS
située rue François Arago - ZI Albi-Saint Juéry sur la commune d'Albi**

Le préfet du Tarn,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
- Vu** le code de justice administrative ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du président de la République du 20 septembre 2023 portant nomination de monsieur Michel VILBOIS en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2022-2027 du bassin Adour-Garonne approuvé par arrêté du 10 mars 2022 ;
- Vu** l'arrêté d'orientation de bassin du 24 mars 2023 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour Garonne ;
- Vu** l'arrêté cadre interdépartemental du 30 juin 2023 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2015 actualisant les prescriptions de fonctionnement d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, relatif aux installations de la SA Verrerie Ouvrière d'Albi, Z. I. de Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 janvier 2019 relatif à la stratégie de défense incendie et de la transposition de la directive européenne IED du site de la SA VOA Verrerie Ouvrière d'Albi – Z. I. de Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 septembre 2021 portant autorisation de changement d'exploitant des installations situées Z. I. Albi-Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi au profit de la société VERALLIA FRANCE SAS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 novembre 2021 relatif aux dispositions applicables à la société VERALLIA FRANCE SAS à Albi en cas de période de sécheresse ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} juillet 2022 relatif à l'actualisation du classement des activités exercées suite à la mise en place du procédé poteyage par la société VERALLIA FRANCE SAS à Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juin 2023 modifiant les valeurs maximales de prélèvements d'eau et fixant les prescriptions techniques à respecter en période de sécheresse à la société VERALLIA FRANCE SAS à Albi ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 27 mai 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- Vu** l'absence d'observation de l'exploitant formulée par courriel en date du 29 mai 2024 ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé définissant des mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation en eau de sites industriels, ainsi que des modalités d'exemptions de certaines installations, est applicable à la société VERALLIA FRANCE SAS à Albi ;

Considérant qu'il y a lieu d'ajuster à la baisse les valeurs maximales de prélèvements d'eau sur le réseau de distribution en eau potable de la commune d'Albi afin que ces derniers soient en adéquation avec les besoins de la production ;

Considérant que l'autre partie des prélèvements de l'établissement est réalisée par forage dans les alluvions du Tarn, du Dadou et de l'Agout qui appartient au secteur hydrographique hydro 03-04 (Code masse d'eau : FRFG021) ;

Considérant qu'au regard des dispositions mentionnées à l'article R.181-45 du Code de l'environnement, le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

Arrête

Article 1^{er} – Bénéficiaire et portée de l'arrêté

Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société VERALLIA FRANCE SAS pour son établissement situé Z. I. Albi-Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2 – Abrogation

Les arrêtés préfectoraux du 19 novembre 2021 et du 16 juin 2023 sont abrogés.

Article 3 – Prélèvements d'eau

Les prescriptions techniques figurant à l'article 1.1 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2015 modifié sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Article 1.1.1 - Origine des approvisionnements en eau

L'origine des approvisionnements en eau du site est définie dans le tableau ci-après :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées des points de prélèvement (Lambert 93)
Eaux souterraines	Alluvions du Tarn, du Dadou et de l'Agout	FRFG021	X = 635 515 m Y = 6 315 012 m
Réseau de distribution	Albi (captage AEP « Causse-Cantepau et Saint-Juery »)	-	X = 635 470 m Y = 6 314 872 m

Article 1.1.2 - Réglementation des prélèvements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu nécessaires au fonctionnement normal du site sont autorisés selon les valeurs suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal autorisé	
	Journalier (m³/j)	Annuel (m³/an)
Eaux souterraines	12	5 000
Réseau de distribution	158	40 000
Total	170	45 000

Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 5 – Affichage et publication

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie d'Albi pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune d'Albi sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VERALLIA FRANCE SAS.

Fait à Albi, le 17 JUIL. 2024

Le préfet,

Michel VILBOIS